

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AÉROPORTS



DOSSIER DE CONSULTATION

CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX N° 190-25-CO

Production de spots publicitaires

TABLE DES MATIERES

AVIS DE CONSULTATION	1
OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION	3
ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 04 : DESIGNATION DES PARTIES PRENANTES	3
ARTICLE 05 : CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 06 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS OU RECLAMATIONS	4
ARTICLE 07 : MODIFICATIONS AU DOSSIER DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 08 : LANGUE DE L'OFFRE	4
ARTICLE 09 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.	5
ARTICLE 10 : PRESENTATION DES OFFRES DES CONCURRENTS	6
ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	6
ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	6
ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAIS DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	6
ARTICLE 14 : MODIFICATION ET RETRAIT DES OFFRES	7
ARTICLE 15 : OUVERTURE, EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	7
ARTICLE 16 : ATTRIBUTION DU CONTRAT	8
ARTICLE 17 : ANNULATION DE LA CONSULTATION	8
ARTICLE 18 : RESULTATS DE LA CONSULTATION.....	8
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	10
ANNEXE II : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1
CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	4
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU CONTRAT	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU CONTRAT	4
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE	5
ARTICLE 07 : NANTISSEMENT	5
ARTICLE 08 : RESILIATION	5
ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	5
ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE	6
ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	6
ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE	6
ARTICLE 13 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT	6
ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES	6

ARTICLE 15 :	MODIFICATION DU CONTRAT	6
CHAPITRE 2 :	CLAUSES TECHNIQUES	7
ARTICLE 16 :	MAITRE D'ŒUVRE	7
ARTICLE 17 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	7
ARTICLE 18 :	DUREE DU CONTRAT	7
ARTICLE 19 :	DELAI D'EXECUTION	7
ARTICLE 20 :	MODALITES DE PAIEMENT	7
ARTICLE 21 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE :	8
ARTICLE 22 :	DELAI DE GARANTIE	8
ARTICLE 23 :	PENALITES	8
ARTICLE 24 :	PREAMBULE	8
ARTICLE 25 :	DÉTAILS DES SPOTS	9
ARTICLE 26 :	DESCRIPTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 27 :	LIVRABLES	11
ARTICLE 28 :	CONDUITE DU PROJET ET SUIVI DE L'EXÉCUTION	12
ARTICLE 29 :	LIEUX DE TOURNAGE ET PLANNING	12
ARTICLE 30 :	PROCESSUS DE VALIDATION	12
ARTICLE 31 :	LIVRABLES	12
ARTICLE 32 :	RECEPTION DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 33 :	DROITS DE CESSION	13
ARTICLE 34 :	AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT	14
ARTICLE 35 :	CONFIDENTIALITE	14
ARTICLE 36 :	CESSION ET SOUS-TRAITANCE	15

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS

**AVIS DE CONSULTATION
OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX
N°190-25-CO**

Le **vendredi 26 septembre 2025 à 10 heures**, il sera procédé, dans la salle de la Commission d'appel d'offres située au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V) à l'ouverture des plis relatifs à la consultation ouverte sur offres de prix concernant : **Production de spots publicitaires.**

Le dossier de la consultation peut être retiré **gratuitement**, auprès de la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V). Il peut également être téléchargé à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de **7 200 000,00 DH**.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 8, 9, 10, 11 et 12 du règlement de la consultation.

Les concurrents peuvent :

- 1) Soit déposer contre récépissé leurs plis à la Cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V) au plus tard le **vendredi 26 septembre 2025 à 09h00**;
- 2) Soit les remettre au président de la commission d'ouverture des plis au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus **ne sont pas admis**.

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AÉROPORTS



REGLEMENT DE CONSULTATION

CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX
N° 190-25-CO

Production de spots publicitaires

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION	3
ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 04 : DESIGNATION DES PARTIES PRENANTES	3
ARTICLE 05 : CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 06 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS OU RECLAMATIONS.....	4
ARTICLE 07 : MODIFICATIONS AU DOSSIER DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 08 : LANGUE DE L'OFFRE	4
ARTICLE 09 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.	5
ARTICLE 10 : PRESENTATION DES OFFRES DES CONCURRENTS	6
ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	6
ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	6
ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAIS DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	6
ARTICLE 14 : MODIFICATION ET RETRAIT DES OFFRES	7
ARTICLE 15 : OUVERTURE, EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	7
ARTICLE 16 : ATTRIBUTION DU CONTRAT	8
ARTICLE 17 : ANNULATION DE LA CONSULTATION	8
ARTICLE 18 : RESULTATS DE LA CONSULTATION.....	8
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	10
ANNEXE II : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1

REGLEMENT DE CONSULTATION

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement concerne la consultation relative à : **Production de spots publicitaires.**
La consistance des prestations demandées figure dans le Cahier des prescriptions spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION

Le présent contrat est passé dans les formes et selon les règles du droit commun tel que défini à l'**article 4, paragraphe 7** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maitre d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 04 : DESIGNATION DES PARTIES PRENANTES

Dans tout ce qui suit :

Les termes « Autorité compétente », « Maitre d'ouvrage », « Acheteur », « Office » et « ONDA » désignent l'Office National des Aéroports ;

Les termes « Candidat », « concurrent » et « soumissionnaire » désignent toute personne physique ou morale répondant à la consultation ;

Les termes « contractant », « consultant », « société », « fournisseur », « titulaire » et « prestataire » désignent l'attributaire du contrat.

ARTICLE 05 : CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Le dossier de la consultation comprend :

1. L'avis de la consultation ;
2. Le règlement de la consultation ;
3. Le cahier des prescriptions spéciales ;
4. Le modèle du bordereau des prix ;
5. Tout autre modèle joint au présent dossier.

Les textes réglementaires suivants font également partie du dossier de la consultation :




- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du contrat issu de la présente consultation.

Le concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation. Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

Bien que non jointes au dossier de la consultation, le concurrent est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au contrat objet de la présente consultation. Le concurrent ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS OU RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander à l'ONDA, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant la consultation ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :

	Adresse	Département des Achats Office National des Aéroports Aéroport Mohammed V – Nouaceur
	Boîte postale	BP 52, Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
	E-mail	achats@onda.ma

Cette demande n'est recevable que si elle parvient à l'ONDA au moins **05 jours ouvrables** avant la date prévue pour la séance d'ouverture de plis.

Aussi, toute réclamation d'un concurrent doit être introduite **à partir de la date de la publication** de l'avis de la consultation ou de l'envoi des lettres circulaires y afférentes, le cas échéant et **au plus tard cinq (05) jours** après avoir pris connaissance des résultats de la consultation et/ou des éventuels motifs de l'éviction de son offre qui lui ont été notifiés par le maître d'ouvrage conformément à l'**article 18 « RESULTATS DE LA CONSULTATION »** ci-après.

Important : Toute correspondance émanant d'un concurrent, sur support papier ou par voie électronique, doit être signée, datée et établie sur papier en-tête précisant notamment, la dénomination/la raison sociale du concurrent ainsi que le nom, le prénom et la qualité de la personne habilitée ayant émis et signé ladite correspondance. A défaut, l'ONDA se réserve le droit de ne pas donner une suite à ladite correspondance.

ARTICLE 07 : MODIFICATIONS AU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Avant la date limite de remise des offres et pour tout motif que ce soit, à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissement ou réclamation formulée par un concurrent, l'ONDA peut modifier par voie de rectificatifs le dossier de la consultation sans en changer l'objet.

La modification sera notifiée par écrit, par email ou par tout moyen de communication donnant date certaine à tous les concurrents qui auront retiré les documents de la consultation et leur sera opposable.

Lorsque les modifications nécessitent le report de la date prévue pour la réunion de la commission d'ouverture des plis, ce report fera l'objet d'une publication et sera notifié par écrit, par email ou par tout moyen de communication donnant date certaine aux concurrents ayant retiré le dossier de la consultation.

ARTICLE 08 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par un traducteur agréé/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en

français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Aussi, en cas de divergence entre la traduction française et le document original, la version française prévaut.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

ARTICLE 09 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, **en plus du Cahier des prescriptions spéciales paraphé à chaque page et signé à la dernière page par le concurrent**, les pièces suivantes :

- **Un dossier administratif.**
- **Un dossier de qualifications professionnelles.**
- **Un dossier additif, le cas échéant.**
- **Une offre technique, le cas échéant.**
- **Une offre financière.**

I. Le dossier administratif comprend :

A1. La ou les pièces justifiant **les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- **S'il s'agit d'une personne physique** agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée.
- **S'il s'agit d'un représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - o Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - o Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - o L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

A2. En cas de groupement, un exemplaire légalisé de la convention de la constitution du groupement doit être présenté. Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement (Solidaire ou conjoint), le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

II. Le dossier de qualifications professionnelles comprend :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier de qualifications professionnelles composé des pièces y afférentes détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de consultation**).

III. Le dossier additif comprend :

Lorsque le dossier additif est exigé, les concurrents doivent fournir toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation, tel que détaillé dans les dispositions particulières ci-dessous (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de consultation**).

IV. L'offre technique comprend :

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée, les concurrents doivent fournir toutes les pièces y afférentes détaillées dans les dispositions particulières ci-après (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

V. L'offre financière comprend :

F1. Le bordereau des prix et le cas échéant, le sous-détail des prix ou tout autre document exigé, établis conformément aux modèles du dossier de la consultation, dûment signés et cachetés par le représentant habilité à engager le concurrent.

ARTICLE 10 : PRESENTATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

L'offre du concurrent doit être présentée en un seul exemplaire sous **un pli fermé et cacheté** portant :

- Le nom, l'adresse électronique et l'adresse du concurrent ;
- L'objet et la référence de la consultation ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- La liste des dossiers et/ou des pièces contenues dans le pli ;
- L'avertissement que **« le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission lors de la séance d'ouverture des plis »**.

Ce pli doit contenir **toutes les pièces énumérées au niveau de l'article 9 ci-dessus « Contenu des dossiers des concurrents »** :

ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, à la **Cellule Interface Achats au Département des Achats, situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'aéroport Casablanca Mohammed V-Nouaceur)** ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'ouverture des plis au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis de la consultation pour la séance d'ouverture des plis.

NB : Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Le cautionnement provisoire n'est pas exigé dans le cadre de cette consultation.

ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAIS DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **quatre-vingt-dix (90) jours**, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si, dans ce délai, la commission de l'ouverture des plis estime ne pas être en mesure d'exercer son choix, l'ONDA peut proposer, par lettre accusé de réception ou par courriel la prolongation de ce délai. Seuls les concurrents qui ont donné leur accord par lettre ou par courriel adressés à l'ONDA restent engagés pendant ce nouveau délai.

L'approbation du contrat doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date d'ouverture des plis. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa du présent article, le délai d'approbation est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du contrat.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis de l'ONDA.

Lorsque l'ONDA décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé au paragraphe 3 du présent article, lui proposer par lettre avec accusé de réception, par courriel ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire déterminée.

L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par l'ONDA.

ARTICLE 14 : MODIFICATION ET RETRAIT DES OFFRES

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée à l'ONDA.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions prévues dans le présent règlement, présenter de nouveaux plis.

ARTICLE 15 : OUVERTURE, EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

L'ouverture, l'examen et l'évaluation des offres des concurrents se feront comme suit :

Étape 1 : Ouverture des plis ; séance publique.

L'ouverture des plis contenant les dossiers de qualifications professionnelles et les dossiers additifs le cas échéant, les offres techniques le cas échéant et les offres financières de tous les concurrents **se fera de manière simultanée.**

Étape 2 : Examen et évaluation des offres, à huis clos ;

Dans cette étape, la commission s'assure **de la présence et de la conformité** des pièces des dossiers de qualifications professionnelles, des dossiers additifs le cas échéant, des offres techniques le cas échéant et des offres financières fournies par les concurrents.

L'évaluation de la conformité des offres des concurrents est effectuée suivant les exigences du présent règlement de consultation et du cahier des prescriptions spéciales.

La commission peut, avant de se prononcer, consulter tout expert ou technicien ou constituer une sous-commission pour analyser les offres des concurrents.

La commission peut demander par écrit, par email ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine à l'un ou à plusieurs concurrents des éclaircissements sur leurs offres, en lui fixant un délai raisonnable sauf urgence pour l'ONDA. Ces éclaircissements doivent se limiter aux documents contenus dans lesdites offres.

De même et dans l'objectif d'assurer l'efficacité de la commande publique et de garantir le choix de l'offre techniquement et économiquement la plus avantageuse pour l'ONDA, la commission se réserve le droit de demander, **lorsqu'elle juge opportun, au concurrent ayant présenté l'offre la plus avantageuse, tout éclaircissement, confirmation, rectification, levée de**

discordance ou complément de dossier concernant son offre, par écrit, par email ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, en lui fixant un délai raisonnable sauf urgence pour l'ONDA.

De ce fait, les éléments de réponse du concurrent et le cas échéant, les pièces produites par lui suite à la demande de la commission, doivent être fournis **selon les conditions fixées** dans la demande de ladite commission.

La commission écarte tout concurrent dont l'offre ayant une insuffisance sur l'un des éléments exigés au niveau de **l'article 9 « Contenu des dossiers des concurrents » ci-dessus et/ou** n'ayant pas donné une suite favorable à la demande de la commission mentionnée dans les **paragraphe 4 et 5** de la présente étape.

À l'issue de cette étape, la commission propose à l'autorité compétente de retenir **l'offre la plus avantageuse**, tel que détaillé dans les dispositions particulières ci-dessous (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de consultation**).

NB : La commission se réserve le droit, si nécessaire, de demander au maître d'ouvrage de procéder à l'authentification des pièces fournies par un concurrent.

ARTICLE 16 : ATTRIBUTION DU CONTRAT

Après admission des concurrents à l'issue de **l'étape 2 de l'article 15 ci-dessus**, le contrat sera attribué au concurrent ayant proposé **l'offre la plus avantageuse**, tel que détaillé dans les dispositions particulières ci-dessous (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de consultation**).

Dans le cas où plusieurs offres jugées les plus avantageuses sont tenues pour équivalentes, tous éléments considérés, la commission, pour départager les concurrents, procède entre eux à un tirage au sort.




ARTICLE 17 : ANNULATION DE LA CONSULTATION

L'autorité compétente peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du contrat, annuler la consultation. En cas d'annulation, les concurrents ou l'attributaire ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 18 : RESULTATS DE LA CONSULTATION

Le maître d'ouvrage informe, **par lettre avec accusé de réception, par email ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine**, le concurrent attributaire du contrat de l'acceptation de son offre. Cette notification est adressée dans un délai maximum **de quinze jours (15) jours** à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Aussi, tout concurrent qui désire prendre connaissance des résultats de la consultation et/ou des éventuels motifs de l'éviction de son offre peut en faire la demande au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par **voie électronique, exclusivement**, aux coordonnées suivantes :

	Adresse	Département Achats Office National des Aéroports Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
	Boîte postale	BP 52, Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
	E-mail	achats@onda.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au plus tard **trente (30) jours** suivant la date d'ouverture des plis.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Production de spots publicitaires.

Article 09-II : Contenu des dossiers des concurrents – Dossier de qualifications professionnelles

Q1. Une **note** indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

Q2. Deux attestations de référence originales ou leurs copies certifiées conformes à l'original, délivrées par des maîtres d'ouvrage publics ou privés **différents** ou par les hommes de l'art (**clients finaux différents**) sous la direction desquels le concurrent a exécuté des **prestations d'importance et de complexité similaires** aux prestations objet de la présente consultation (**Films institutionnels, films d'entreprise, Spot promotionnel, Corporate, Service,...**). Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant (**supérieur à 5 000 000,00 DHS TVA Comprise**) ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation
- L'année de réalisation (**entre 2020 et 2025**).

NB : Les attestations de référence délivrées dans le cadre de la sous-traitance ne sont pas acceptées sauf si elles ont été délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés en tant que clients finaux. Les attestations de référence exigées ne doivent pas concerner le même client final.

Article 09-III : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

D1. Les attestations de chiffre d'affaires annuel moyen de **14 000 000,00 dirhams** de trois exercices (**entre 2018 et 2024**) délivrées par l'administration fiscale.

Article 09-IV : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

- **Une note d'intention** mentionnant **la vision, l'approche et la méthodologie**. Elle devra également comprendre **la vision du réalisateur, les lieux et les aéroports sélectionnés pour les tournages**.
- **Une note de production** détaillant l'ensemble des étapes de réalisation et de production jusqu'à la livraison des spots. Elle devra également comprendre le casting
- **Une note indiquant les moyens humains et techniques** alloués par le concurrent pour la réalisation de la prestation. Elle devra également comprendre les CVs détaillés de l'équipe désignée pour la production des spots avec, si interne, l'ancienneté au sein de la structure.
- **Une clé USB contenant les 5 principaux spots réalisés** au cours des 5 dernières années.
- **Un retro planning détaillé** mentionnant toutes les étapes jusqu'à la livraison des spots.

Article 09-V : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du contrat

EVALUATION TECHNIQUE DES OFFRES

1- NTa : Note d'intention :

Une note d'intention mentionnant la vision, l'approche et la méthodologie. Elle devra également comprendre la vision du réalisateur, les lieux sélectionnés dans chaque région pour les tournages :

▪ Vision :

Évaluation de la capacité du réalisateur à proposer une vision claire et structurée, traduisant les objectifs du spot (ciblage, message, tonalité, etc.). Il s'agit de mesurer la pertinence de l'approche stratégique envisagée.

Clarté et Originalité de la vision globale proposée

▪ Approche et Méthodologie :

Appréciation de l'organisation du travail proposé pour la production du spot, de la préparation à la postproduction. L'objectif est d'évaluer la faisabilité, la rigueur et la logique du déroulé technique et opérationnel.

Clarté et pertinence de l'approche proposée
Structure et cohérence de la méthodologie proposée

▪ Interprétation du concept par le réalisateur

Évaluation de la manière dont le réalisateur s'approprie le concept du spot (brief initial), et la pertinence de sa traduction visuelle, sonore et narrative. Il s'agit de mesurer dans quelle mesure son interprétation enrichit le concept initial tout en restant fidèle à son esprit : Mesurer la profondeur de compréhension du message et l'originalité de son traitement ainsi que la qualité de la mise en scène envisagée.

Compréhension fine du concept et Capacité à le décliner de manière concrète et cohérente.

▪ Valeur ajoutée créative du réalisateur :

Évaluation de l'originalité et l'innovation de la proposition sur le plan artistique, narratif, esthétique ou technique et leur valeur ajoutée en termes d'impact, de mémorisation ou de différenciation. Il s'agit d'apprécier ce que la démarche du réalisateur apporte de distinctif, audacieux ou novateur au projet.

Originalité, Créativité et Capacité à capter l'attention et marquer les esprits

2- NTb : Note de Production

Une note de production détaillant l'ensemble des étapes de réalisation et de production jusqu'à la livraison des spots. Elle devra également comprendre le casting et les aéroports sélectionnés pour les tournages :

▪ Descriptif détaillé de l'ensemble des étapes de réalisation et de production jusqu'à la livraison des spots

Évaluation de la clarté, de la précision et de la cohérence du déroulé proposé pour la réalisation complète des spots, depuis la phase préparatoire jusqu'à la livraison finale (pré-production, repérages, tournage, montage, postproduction, validation, livraison).

Clarté, précision et cohérence du déroulé proposé.

▪ **Qualité du dispositif de production proposé**

Mesure de la capacité du prestataire à garantir un résultat professionnel, conforme aux standards de qualité attendus.

Qualité du dispositif de production proposé

▪ **Les aéroports sélectionnés pour les tournages**

L'évaluation de la diversité et de la valeur visuelle ou symbolique des aéroports proposés pour les tournages. L'objectif est d'apprécier dans quelle mesure ces lieux valorisent le message à transmettre et le potentiel esthétique.

▪ **Casting**

Appréciation de la pertinence du casting proposé au regard de la note d'intention, des messages à transmettre, des cibles visées et de la diversité recherchée. L'évaluation portera également sur la capacité du casting à offrir une palette d'expressions riche et adaptée, ainsi qu'à refléter la diversité attendue dans le projet.

3- NTc : Moyens humains et techniques alloués

Une note indiquant les moyens humains et techniques alloués par le concurrent pour la réalisation de la prestation. Elle devra également comprendre :

a. Équipe projet et organigramme :

- Book/références du réalisateur
- Book/références du chef opérateur
- Book/références du photographe
- CVs de l'équipe

- Nombre d'année d'expériences dans la production de spots audiovisuels
- Spécialisation et Adéquation des profils avec les exigences du projet : cohérence des profils, diversité des expertises, complémentarité des compétences, expérience dans des projets similaires.
- Clarté et pertinence de l'organigramme proposé

b. Moyens techniques :

Évaluation de la qualité et de la pertinence du matériel utilisé (caméras, éclairage, son, drone, etc.) et des équipements techniques mobilisés pour garantir une production de haut niveau. Il s'agit de s'assurer que les moyens annoncés permettent de répondre aux standards professionnels du rendu attendu.

4- NTd : Les 5 principaux spots réalisés au cours des 5 dernières années

Évaluation de l'expérience et de la qualité du travail antérieur du prestataire à travers une sélection de réalisations significatives. L'objectif est de juger la pertinence des références fournies en lien avec le projet demandé. Créativité, pertinence diversité et qualité esthétique des spots déjà réalisés.

5- NTe : Retroplanning détaillé

Évaluation de la rigueur, la clarté, la faisabilité et de la cohérence du calendrier proposé pour la réalisation de l'ensemble des étapes du projet, de la préparation à la livraison des livrables finaux.

Clarté, Précision et structuration du rétroplanning

1. Critères d'évaluation des offres techniques :

Une note sera attribuée à chacun des critères suivants et **une note finale NT sur 100 points** sera attribuée à chaque concurrent

Critère d'évaluation	Barème	Approche pour l'appréciation/100
NTa : Note d'intention : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Vision Approche et Méthodologie ▪ Interprétation du concept par le réalisateur ▪ Valeur ajoutée créative du réalisateur 	20 points	<ul style="list-style-type: none"> • Très bonne : 18 à 20 • Bonne : 14 à 17 • Moyenne : 10 à 13 • Insuffisante : 0
NTb : Note de production <ul style="list-style-type: none"> ▪ Descriptif détaillé de l'ensemble des étapes de réalisation et de production jusqu'à la livraison des spots ▪ Qualité du dispositif de production proposé ▪ Les aéroports sélectionnés pour les tournages ▪ Casting proposé 	20 points	<ul style="list-style-type: none"> • Très bonne : 18 à 20 • Bonne : 14 à 17 • Moyenne : 10 à 13 • Insuffisante : 0
NTc : Moyens humains et techniques alloués <p>a. Équipe projet et organigramme : Note maximale : 20 points</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Book/références du réalisateur ▪ Book/références du chef opérateur ▪ Book/références du photographe ▪ CVs de l'équipe <p>b. Moyens techniques : Note maximale : 10 points</p>	30 points	<ul style="list-style-type: none"> • Très bonne : 18 à 20 • Bonne : 14 à 17 • Moyenne : 10 à 13 • Insuffisante : 0 <hr/> <ul style="list-style-type: none"> • Très bonne : 9 à 10 • Bonne : 7 à 8 • Moyenne : 5 à 6 • Insuffisante : 0

NTd : Les 5 principaux spots réalisés au cours des 5 dernières années Créativité, diversité et qualité esthétique des spots réalisés	20 points	<ul style="list-style-type: none"> • Très bonne : 18 à 20 • Bonne : 14 à 17 • Moyenne : 10 à 13 • Insuffisante : 0
NTe : Retroplanning détaillé	10 points	<ul style="list-style-type: none"> • Très bonne : 9 à 10 • Bonne : 7 à 8 • Moyenne : 5 à 6 • Insuffisante : 0

-La note "0" pour un critère est éliminatoire.

Notation technique : **La note technique globale (NT)= NTa+NTb+NTc+NTd+NTe**

- Une note technique globale inférieure à 70 points est éliminatoire.

2. II- EVALUATION DE L'OFFRE FINANCIERE

L'évaluation des offres financières sera effectuée sur la base de la formule suivante :

$$\text{Note financière (NF)} = \frac{\text{Offre moins-disante}}{\text{Offre analysée}} \times 100$$

EVALUATION GLOBALE DE L'OFFRE

$$\text{Note globale} = (\text{NT} \times 0,70) + (\text{NF} \times 0,30)$$

L'offre retenue sera l'offre ayant obtenu la note globale la plus élevée et sera considérée comme l'offre la plus avantageuse.

ANNEXE II : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)**CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX N° : 190-25-CO****Objet : Production de spots publicitaires**

Prix	Désignation	UDM	Quantité	PU HORS TVA EN CHIFFRES (*)	PT HORS TVA EN CHIFFRES
1	Production du spot Equity	Forfait	1		
2	Production du spot CAN	Forfait	1		
TOTAL HORS TVA					
TVA 20%					
TOTAL TVA Comprise					

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie.

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AÉROPORTS



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX N° 190-25-CO

Production de spots publicitaires

TABLE DES MATIERES

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	4
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU CONTRAT	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU CONTRAT	4
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE	5
ARTICLE 07 : NANTISSEMENT	5
ARTICLE 08 : RESILIATION	5
ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	5
ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE	6
ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	6
ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE	6
ARTICLE 13 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT	6
ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES	6
ARTICLE 15 : MODIFICATION DU CONTRAT	6
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	7
ARTICLE 16 : MAITRE D'ŒUVRE	7
ARTICLE 17 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	7
ARTICLE 18 : DUREE DU CONTRAT	7
ARTICLE 19 : DELAI D'EXECUTION	7
ARTICLE 20 : MODALITES DE PAIEMENT	7
ARTICLE 21 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE :	8
ARTICLE 22 : DELAI DE GARANTIE	8
ARTICLE 23 : PENALITES	8
ARTICLE 24 : PREAMBULE	8
ARTICLE 25 : DÉTAILS DES SPOTS	9
ARTICLE 26 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 27 : LIVRABLES	11
ARTICLE 28 : CONDUITE DU PROJET ET SUIVI DE L'EXÉCUTION	12
ARTICLE 29 : LIEUX DE TOURNAGE ET PLANNING	12
ARTICLE 30 : PROCESSUS DE VALIDATION	12
ARTICLE 31 : LIVRABLES	12
ARTICLE 32 : RECEPTION DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 33 : DROITS DE CESSION	13
ARTICLE 34 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT	14
ARTICLE 35 : CONFIDENTIALITE	14
ARTICLE 36 : CESSION ET SOUS-TRAITANCE	15

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, établissement public à caractère commercial et industriel, représenté par son Directeur Général M. ADEL EL FAKIR, faisant élection de domicile à l'Aéroport Casablanca Mohammed V - Nouaceur.

Désigné ci-après par « ONDA »

D'une part,

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

Désignée ci-après par « Le prestataire »

D'autre part,

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet : **Production de spots publicitaires**, tel que décrit dans les clauses techniques du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU CONTRAT

Le présent contrat est passé dans les formes et selon les règles du droit commun, tel que défini à **l'article 4 paragraphe 7** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Les pièces constitutives du présent contrat sont :

- 1) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 2) Les pièces constitutives de l'offre technique ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif (BDP-DE) ;

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent contrat, le prestataire déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du contrat et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le présent contrat est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent contrat.
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent contrat. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

Les textes réglementaires suivants font également partie du dossier de la consultation :

- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du contrat issu de la présente consultation.

ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE

Pour tous les actes relatifs au présent contrat, le titulaire fait élection de domicile au lieu de son siège social. Le titulaire est tenu de notifier à l'ONDA tout changement de l'adresse de son siège social.

ARTICLE 07 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, l'ONDA remet au titulaire du contrat, sur demande et sans frais, une copie du contrat portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du contrat, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du contrat ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur Général de l'ONDA.

Le Directeur Général de l'ONDA et/ou toute autre personne désignée par lui sont seul(e)s habilité(e)s à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 08 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent CPS, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le contrat pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le contrat dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent contrat conformément à la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, en cas de résiliation du contrat par l'ONDA, le règlement des sommes dues tiendra compte du montant des prestations effectivement réalisées et réceptionnées suivant les prescriptions contractuelles.

Le contrat pourra être résilié, à tout moment et dans les mêmes conditions, en cas de survenance d'un un cas de force majeure tel que défini par le Dahir des Obligations et des Contrats (DOC).

Chacune des Parties prend l'engagement ferme d'informer l'autre dès la survenance de l'un des événements constituant une force majeure au sens du Dahir des Obligations et Contrats (DOC).

ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur, du présent contrat interviendra après son approbation par les deux parties, et la notification au titulaire.

ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE

Constitue un cas de force majeure au sens du Dahir des Obligations et Contrats (DOC), tout événement imprévisible et irresistible de la volonté des Parties contractantes et en dehors de leur contrôle, et rendant impossible l'exécution de leur obligation respective ou qui rend leur exécution si difficile qu'elle peut être tenue pour impossible, dans de telles circonstances.

Si des événements de cas de force majeure rendent impossible ou retardent l'exécution des obligations des Parties contractantes, de tels manquements ne sont pas considérés comme une violation du présent contrat.

En cas d'arrêt des prestations par suite de cas de force majeure, les Parties se concerteront dans les délais les plus brefs sur les mesures à prendre.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux compétents de Casablanca « MAROC ».

ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE

Le contrat sera interprété conformément au droit Marocain.

ARTICLE 13 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Le titulaire s'engage à présenter le présent contrat à la formalité d'enregistrement dans un délai de **30 jours** à compter de la date de la notification de son approbation conformément à la réglementation en vigueur. L'original du contrat enregistré sera conservé par l'Office National Des Aéroports.

ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES

Les prestations réalisées pour le compte de l'ONDA par un prestataire non résident sont soumises :

- ❖ A l'impôt sur les sociétés au taux de **10%** sur le prix de ces prestations. Cet impôt est prélevé sous forme de retenue à la source. Une copie de l'attestation du versement de cet impôt sera remise au titulaire du contrat. Pour les Entreprises originaires de pays ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine.
- ❖ A la taxe sur la valeur ajoutée au taux de **20%** sur le prix de ces prestations.

ARTICLE 15 : MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification aux clauses du présent contrat ne peut intervenir que par écrit et après acceptation par les deux parties contractantes dans le cadre d'un avenant.

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 16 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent contrat est **le Département Communication et Relations Publiques**.

ARTICLE 17 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent contrat porte sur une prestation de **service** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 18 : DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est valable pour une durée de **six (06) mois** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

ARTICLE 19 : DELAI D'EXECUTION

Les prestations objet du présent contrat seront réalisées comme suit :

PRESTATIONS	DELAIS D'EXECUTION
Spot Equity	Six semaines à compter de la date de l'ordre de service partiel prescrivant le commencement de chaque unité
Spot CAN	Huit semaines à compter de la date de l'ordre de service partiel prescrivant le commencement de chaque unité

ARTICLE 20 : MODALITES DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du contrat en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire détaillé ci-après :

Banque	
Agence	
RIB/IBAN	

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix jours (90) fin de mois** à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires.

Les réceptions et les facturations seront effectuées à la réception de chaque prestation objet d'ordre de service.

Les paiements et les réceptions partiels sont autorisés.

Dispositions relatives à la facturation :

- Les factures doivent être émises au plus tard le dernier jour du mois de la livraison des marchandises, de l'exécution des travaux ou de la réalisation de la prestation de services requis.

- Les factures doivent se conformer aux dispositions réglementaires notamment les articles 145 alinéa III et 146 du Code Général des Impôts Marocain en vigueur.
- Les factures doivent porter les dates de leur établissement.
- En cas de remise tardive de la facture générant ainsi une sanction pécuniaire, au profit du Trésor, à l'encontre de l'ONDA, le montant de ladite sanction pécuniaire sera déduit, le cas échéant, à l'identique des sommes dues au prestataire.

ARTICLE 21 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE :

a) Cautionnement : Le cautionnement définitif est fixé à **Trois pour cent (3%)** du montant initial du contrat.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente **(30) jours** qui suivent la notification de l'approbation du contrat. Si le Titulaire ne réalise pas ce cautionnement dans ce délai, il lui sera appliqué une pénalité d'**un pour cent (1 %)** du montant initial du contrat.

b) Retenue de garantie : aucune retenue de garantie ne sera opérée au titre du présent contrat.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent contenir la mention « à première demande de l'ONDA » et être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 22 : DELAI DE GARANTIE

Compte tenu de la nature des prestations, aucun délai de garantie n'est prévu.

ARTICLE 23 : PENALITES

A défaut par le titulaire d'avoir terminé les prestations définies par le présent contrat ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par ce contrat, il lui sera appliqué par jour de retard, une pénalité **de cinq pour mille (5‰)** du montant initial du contrat, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus. Par ailleurs, les pénalités ne libèrent pas le prestataire de ses autres obligations et responsabilités au titre du contrat.

Les retards n'incomant pas au prestataire ne donneront pas lieu à des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités applicables au titre de ce contrat est plafonné à **dix pour cent (10 %)** du montant initial du contrat, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder de plein droit à la résiliation du contrat y compris ses avenants sans qu'il ne soit tenu de respecter aucune formalité préalable ou de préavis.

Les pénalités seront déduites des sommes dues aux prestataires sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 24 : PREAMBULE

Dans un contexte de dynamisme économique et touristique, et à l'horizon de la Coupe du Monde de la FIFA 2030 coorganisée par le Maroc, le Portugal et l'Espagne, le Royaume se trouve face à des opportunités majeures pour attirer et accueillir des millions de voyageurs nationaux ou internationaux.

L'Office National Des Aéroports (ONDA) s'inscrit pleinement dans cette dynamique, en jouant un rôle central dans la mobilité au Maroc et à l'international, aussi bien pour les Marocains résidant au pays que pour ceux établis à l'étranger.

À travers le développement et la modernisation de ses infrastructures aéroportuaires, l'ONDA se mobilise pour répondre aux enjeux cruciaux des prochaines années : renforcer les capacités d'accueil, améliorer son réseau et enrichir son offre de services.

Mais au-delà de sa mission opérationnelle, l'ONDA doit relever un défi d'image : construire une marque forte et identifiable par le grand public, en s'appuyant sur des messages clairs et fédérateurs, en phase avec les attentes des Marocains en matière de mobilité.

ARTICLE 25 : DÉTAILS DES SPOTS

Spot Equity :

Dans le cadre de son programme stratégique « Aéroports 2030 », ONDA souhaite produire un spot mettant en avant la transformation des aéroports du Maroc.

Le spot doit être émotionnel, rythmée, immersif et cinématographique avec une narration adaptée et traduite visuellement par des séquences authentiques et émouvantes, prises dans plusieurs aéroports.

Le film doit montrer l'évolution des aéroports du Royaume symbolisant un Maroc moderne, en mouvement, tourné vers le monde et l'avenir. Il devra faire ressentir cette dynamique à travers un récit visuel fort, émotionnel et immersif, en valorisant à la fois l'architecture, la technologie et l'expérience humaine.

Il devra être composée de plusieurs plans, extérieurs et intérieurs, d'aéroports tels que Casablanca, Marrakech et Rabat. Chaque lieu révélera ses lignes architecturales modernes, ses matériaux élégants, ses espaces lumineux et ses équipements digitaux. Il alternera entre plans larges immersifs et instants de vie captés sur le vif. Il devra également montrer des plans aériens spectaculaires de nouveaux terminaux.

Spot CAN :

À l'occasion de la Coupe d'Afrique des Nations 2025 que le Maroc accueillera, l'ONDA souhaite produire un spot publicitaire célébrant l'événement et soulignant le rôle central des aéroports marocains comme lieux d'accueil, de rencontre et de fête.

À travers ce spot, l'ONDA souhaite faire rayonner l'image d'un Maroc ouvert, moderne et profondément enraciné dans l'esprit africain de fraternité et de célébration. Il doit positionner les aéroports comme des lieux d'accueil et de célébration, véritables portes d'entrée vers un événement continental, dans un esprit d'unité, de passion et de fête.

Le spot doit capter l'énergie collective d'un continent en fête, l'émotion des retrouvailles, la richesse des cultures africaines qui se croisent et s'unissent sur le sol marocain. Le film doit illustrer la capacité des aéroports du Royaume à accueillir les grandes émotions sportives.

Le spot portera haut les valeurs d'hospitalité, d'unité et de fierté partagée en mettant en avant des instants de joie, des rencontres inattendues, des célébrations spontanées. L'aéroport devient un symbole de joie, d'ouverture, de rassemblement et d'élan collectif.

Il devra s'adresser aussi bien au public marocain qu'aux visiteurs venus d'ailleurs. Il doit avoir une tonalité festive, positive et inspirante, capable de susciter un sentiment d'appartenance et d'excitation. Le spot devra mettre en valeur la diversité des cultures, l'émotion humaine et le sentiment d'unité qui traverse les frontières à travers le sport.

Il portera les valeurs de l'ONDA tout en mettant en avant la capacité du pays à accueillir un événement d'envergure continentale dans les meilleures conditions.

ARTICLE 26 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

1. Production

Le prestataire retenu sera chargé de produire deux (2) spots publicitaires. Il devra justifier d'une solide expérience garantissant une réalisation de haute qualité, ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'imagerie, de la composition visuelle, de la gestion de la lumière, entre autres éléments techniques.

Les spots devront être réalisés à l'aide d'un matériel de pointe et de techniques innovantes permettant de contrôler avec précision la résolution, la cohérence des couleurs, la mise au point sélective, les niveaux de saturation, la stabilité de l'image, ... Une attention particulière devra également être portée au traitement de la lumière et à la qualité sonore, afin d'atteindre un rendu de qualité.

L'esthétique visuelle devra se démarquer clairement de celle d'un film conventionnel. Pour se faire, le réalisateur devra recourir à des choix de cadrage spécifiques et à des optiques particulières, combinés à des logiciels permettant d'obtenir une texture et une colorimétrie soignée et artistique.

La réalisation devra être assurée par un réalisateur expérimenté, épaulé par une équipe de professionnels maîtrisant des techniques de prise de vues avancées, et capables d'insuffler une véritable identité aux spots. L'équipe technique devra impérativement comprendre un réalisateur et un chef opérateur disposant d'une expérience confirmée. Leurs CV et books devront obligatoirement être joints au dossier de candidature.

Le prestataire sera également en charge de l'obtention de l'ensemble des autorisations nécessaires aux tournages, ainsi que de la logistique et de l'organisation sur les différents lieux de production.

Il lui incombera également de gérer les castings et la sélection des figurants. Il devra s'assurer de disposer de tous les droits requis pour l'exploitation de leur image dans le cadre des diffusions prévues. À l'issue de la prestation, le prestataire devra remettre une attestation de cession de droits à l'image, couvrant une période d'exploitation.

2. Post-production

Le prestataire assurera l'ensemble de la postproduction audiovisuelle des films, incluant le montage, l'étalonnage, la conformation ainsi que la postproduction sonore.

Les spots seront conçus pour une diffusion multi-canal : télévision, plateformes digitales et écrans LED. Ils devront être livrés dans les formats adaptés à chaque type de diffusion (16:9, 9:16, 1:1, etc.) et selon les spécifications techniques propres à chaque support.

Le montage devra être synchronisé avec une bande-son en parfaite adéquation avec le message et l'univers de la campagne. La musique choisie devra constituer une véritable signature sonore, à la fois marquante, harmonieuse et mémorable.

Le prestataire prendra en charge la gestion des voix-off. Il devra proposer plusieurs options de voix, en français et/ou en arabe selon le besoin, afin de valider le choix avant enregistrement définitif.

En complément, un photographe professionnel devra accompagner les tournages pour réaliser des prises de vue génériques et spécifiques destinées à l'affichage. Une sélection de 150 photos HD, soigneusement retouchées et prêtes à l'emploi, devra être remise à l'issue de la prestation.

ARTICLE 27 : LIVRABLES

Le prestataire doit remettre pour chaque spot :

- Les rushes
- 2 spots longs:
 - Equity
 - CAN.
- Adaptations pour chaque spot :
 - Une adaptation de 30 secondes
 - Une adaptation de 12 secondes
 - Une adaptation de 10 secondes
 - Un bumper de 6 secondes
- Déclinaisons pour chaque version :
 - Format 16:9
 - Format 9:16
 - Format 4 :3
 - Format 1 :1
 - Adaption à divers formats :
 - 21/9 (cinémascope) /
 - Carré 1080x1080 px —adapté à certains réseaux sociaux
 - Adaptation format portrait, formats 1920 x 1080 et format 1080 x 1920
 - Adaptation 4K — pour diffusion en grand écran ou projections événementielles.
 - Clean version sans sous-titres ni voix-off (pour permettre des réadaptations futures).
- Attestation de cession des droits d'image du casting et de la musique.
- Toutes les photos HD, originales et travaillées, avec un minimum de 150 photos.

À l'issue de la prestation, le prestataire devra remettre une attestation de cession de droits pour les musiques et à l'image, couvrant une période d'exploitation. Les droits castings, les musiques du film et ses déclinaisons :

- Pour le digital : droits Monde pour une durée illimitée.
- Pour la télé et l'affichage : droits Maroc pour une durée de deux ans. Le prestataire devra proposer une pré-négociation pour un renouvellement de ces droits sur 3 années supplémentaires, à contractualiser au moment de l'arrivée à échéance des droits inclus

dans cette consultation.

- L'ensemble des rushes demeurent la propriété de l'ONDA.

L'ensemble des prestations et autorisations de tournage (drone ; CCM) sont à la charge de la société durant les tournages.

ARTICLE 28 : CONDUITE DU PROJET ET SUIVI DE L'EXÉCUTION

Le prestataire aura à sa charge toutes les tâches de gestion et de direction requises pour le projet. Il devra dédier une équipe professionnelle expérimentée pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées et à la bonne conduite du projet. Le prestataire devra impérativement faire appel à une équipe dédiée, composée de professionnels qualifiés et expérimentés, afin de garantir un niveau de prestation conforme aux attentes.

Les personnes désignées dans la consultation devront participer à la réalisation du projet. En cas d'indisponibilité du chef de projet, un remplaçant possédant un niveau de compétence et d'expérience équivalent devra être proposé. Aucun changement au sein de l'équipe ne pourra être effectué sans l'accord préalable de l'ONDA.

L'ONDA désignera un interlocuteur unique qui assurera la liaison avec le prestataire pour toutes les questions techniques, commerciales et administratives liées à la mission.

NB : Le prestataire devra renforcer l'équipe avec toutes les ressources humaines nécessaires en fonction de la spécificité et la nature de la prestation (rédacteur, techniciens, techniciens drone, graphiste, ...).

En cas de remplacement du chef de projet ou de l'une des ressources du projet, le prestataire est tenu de proposer un remplaçant de mêmes compétences et qualifications professionnelles exigées par l'ONDA pour le profil concerné.

ARTICLE 29 : LIEUX DE TOURNAGE ET PLANNING

Le prestataire devra proposer un retro-planning de production et de réalisation détaillé incluant les lieux de tournage. Les tournages prévus dans le cadre du présent peuvent s'effectuer pour le même spot **dans un ou plusieurs** sites et aéroports du Maroc.

Il est à noter que la réalisation d'un spot peut inclure le tournage **dans un ou plusieurs sites notamment centres CCR Casablanca et Agadir/aéroports du Maroc.**

ARTICLE 30 : PROCESSUS DE VALIDATION

L'ONDA désignera un comité de pilotage pour la validation des livrables qui lui seront soumis. Il procédera à la validation dans un délai ne dépassant pas 48 heures ouvrables.

ARTICLE 31 : LIVRABLES

- Fichier du contenu vidéo/remontage/ film motion ou animation logo réalisé en full HD sur disque dur SSD accompagné des attestations de cession des droits d'utilisation des images et de la musique (libre de tous droits et tous canaux confondus) pour une durée d'utilisation illimitée.
- Rushs du tournage. (L'ensemble des rushes demeurent la propriété de l'ONDA).

NB :

- Le prestataire sera amené à réaliser une ou plusieurs prestations simultanément selon le besoin de l'ONDA ;

- **L'ensemble des prestations, hébergement, transport, catering et autorisations de tournage sont à la charge du prestataire durant les repérages et les tournages.**
- **Le prestataire est tenu de livrer l'ensemble des rushes, des dessins, images, son ... utilisés et réalisés dans le cadre du contrat en version exploitable sur des disques dur SSD ;**
- **Le prestataire devra assurer la prestation avec une équipe de professionnels tel que défini à l'article « CONDUITE DU PROJET » du présent contrat ;**

ARTICLE 32 : RECEPTION DES PRESTATIONS

Les prestations du présent contrat feront l'objet de réceptions partielles. Chaque prestation ordonnée par ordre de service partiel sera réceptionnée et fera l'objet d'une attestation de service fait dûment signée par le chef du Département Communication et Relations Publiques.

Compte tenu de la nature des prestations, la réception provisoire et la réception définitive seront prononcées simultanément.

ARTICLE 33 : DROITS DE CESSION

L'auteur cède à l'ONDA les droits de propriété littéraire et artistique afférentes aux réalisations des films décrits dans le présent cahier des charges, en vue de leur exploitation dans tout type de communication internes ou externes :

- Droit de reproduction : le droit de reproduire, dupliquer et adapter pour les besoins promotionnels de l'ONDA, sur tous supports : vidéo, reportages TV ou supports numériques (et notamment, d'images, multimédia, CDrom, DVD, internet, intranet).

La présente cession est consentie à titre exclusif à l'ONDA, pour usage au Maroc et à l'étranger sans limite de durée. L'ONDA a le droit de reproduire et/ou de présenter librement les vidéos réalisées dans le cadre de ce contrat et de les exploiter sur tout support destiné à sa promotion et/ou sa publicité.

L'ONDA pourra exploiter les vidéos dans toutes les circonstances et sur tous les supports qui lui conviendront. Les droits cédés comprennent notamment le droit de reproduction, le droit de représentation, le droit d'arrangement, le droit d'adaptation, et ce sous toutes les formes, par tous les procédés et sur tous supports connus et inconnus à ce jour pour une durée indéfinie et partout où besoin sera, sans réclamation aucune du réalisateur ou de la maison de production.

Le prestataire garantit à l'ONDA la jouissance des droits cédés contre tous troubles susceptibles de se rattacher aux vidéos, aux personnes filmées et aux musiques qu'il aura réalisés ou utilisés dans le cadre des présentes, et l'assure de leur originalité de telle manière que leur exploitation ne puisse entraîner aucune responsabilité de l'ONDA envers des tiers.

L'ensemble des éléments remis au prestataire par l'ONDA ou réalisés par ses soins : Films, motions design, rushes, images, animation logo, son, vues drone, images de synthèse ... restent la propriété exclusive de l'ONDA. Le prestataire n'a aucunement le droit de les utiliser ou de les exploiter pour de tiers projets sans l'autorisation préalable de l'ONDA.

Ces droits sont cédés à l'ONDA dans les mêmes conditions prévues ci-dessus.

Le prestataire s'interdit expressément de :

- Reproduire, réutiliser adapter, modifier ou exploiter, directement ou indirectement, tout ou partie des livrables et créations réalisées dans le cadre du présent contrat pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers ;
- Les céder ou les communiquer à des tiers sans autorisation préalable et écrite de l'ONDA ;
- Les utiliser à des fins de promotion ou de présentation de son portefeuille client.

Ces obligations de cession et de non contestation des droits et d'interdiction demeureront applicables même après la fin du contrat, quelle qu'en soit la cause, sans limitation de durée.

ARTICLE 34 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT

Le prestataire sera tenu de respecter les règles de protection du secret et de soumettre tout son personnel au contrôle du service de sécurité des Aéroports et des directions ou il devra effectuer les tournages.

Le prestataire et son personnel doivent conserver le secret absolu non seulement sur l'ensemble des documents qui leur seront communiqués, mais aussi sur les faits ou renseignements, qui seraient occasionnellement portés à leur connaissance en raison de l'exécution des prestations.

ARTICLE 35 : CONFIDENTIALITE

▪ Documents et information concernant le présent contrat

Le prestataire, sauf accord préalable donné par écrit par l'ONDA, ne communiquera concernant ce contrat, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'Office ou en son nom, à aucune personne autre qu'une personne employée par le prestataire à l'exécution du contrat.

Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

La notion d'information désigne toute information de quelque nature (y inclus, sans que cela soit limitatif, la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, ou électronique), sur tout support dont l'ONDA est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec L'ONDA. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au présent contrat.

▪ Obligation de secret professionnel lors de la phase de réalisation

Le prestataire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par l'ONDA. Il est assujéti, pour tout ce qui concerne son activité découlant du présent contrat, au secret professionnel.

En cas de violation des obligations contractuelles, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'ONDA peut résilier le contrat.

▪ Communication autour du projet

Toute communication publique autour de ce projet doit être précédée obligatoirement d'une autorisation écrite de l'ONDA.

Le prestataire s'engage au respect de l'obligation de confidentialité prévue et ce même après la fin du contrat, quelle qu'en soit la cause, sans limitation de durée.

ARTICLE 36 : CESSIION ET SOUS-TRAITANCE

- Cession du contrat :

Le présent contrat ne peut être cédé, en totalité ou en partie à un tiers, sans l'autorisation écrite, préalable et expresse de l'ONDA.

Toute cession effectuée en violation de cette disposition est nulle et non avenue. Elle peut entraîner la résiliation de plein droit du contrat, sans préjudice des dommages-intérêts que l'ONDA pourrait réclamer au prestataire.

- Sous-traitance :

Le recours à la sous-traitance est interdit, sauf autorisation écrite, préalable et expresse de l'ONDA.

Dans le cas où une sous-traitance partielle est autorisée, le prestataire demeure seul responsable envers l'ONDA de la bonne exécution de l'ensemble des prestations, y compris celles réalisées par le(s) sous-traitant(s) autorisé(s).

Le prestataire s'engage à faire respecter par ses sous-traitants l'ensemble des obligations contractuelles découlant du présent contrat, notamment en matière de qualité, de délais, de confidentialité et de propriété intellectuelle.

L'ONDA se réserve le droit d'exiger, à tout moment, le remplacement d'un sous-traitant dont les prestations seraient jugées insatisfaisantes ou non conformes aux exigences du présent contrat.

Consultation ouverte N° 190-25-CO

Production de spots publicitaires

Le présent contrat est validé par les directions de l'ONDA chacune en ce qui la concerne.

Direction concernée	Direction des Affaires Juridiques	Direction des Achats et de la Logistique
 Salma JARBOUI Le Chef de la Division Communication Institutionnelle et Interne  Nadia BENNANI Le Chef de la Division Communication Institutionnelle et Interne  Mohamed EL BARKAOUI Le Chef de la Division Communication Institutionnelle et Interne	 Mohamed EL BARKAOUI Le Chef de la Division Communication Institutionnelle et Interne  Zahra JIHAD Directrice des Affaires Juridiques	 H. SAADI Chef du Département des Achats
Direction Générale de l'ONDA		
 Adel El Fakir Directeur Général Office National Des Aéroports  09 SEP. 2025		
Concurrent		
CPS Lu et accepté sans réserve		